



LASSAC officiel

Billet n° 35

3 avril 2012

L'information vérifiable issue de documents officiels ... consultable à volonté, en préservant votre anonymat

Pour consulter l'original d'un document cité en bleu souligné : cliquez dessus

Les ordures : une vision départementale ...

Appels d'offre truqués, [faux bons de pesée](#), factures gonflées, distribution de [pots de vin et dessous de table](#), élus régulièrement et grassement arrosés, détournements de fond et de biens publics ...

On parle bien des ordures ménagères, dans les Bouches-du-Rhône ! Là, la justice œuvre au grand nettoyage : employés de déchèteries, entrepreneurs, avocats, [hauts fonctionnaires](#), directeur de cabinet et autres cadres de collectivités, élus ... jusqu'au président du conseil général, également sénateur, tout ce beau monde est visé par l'instruction judiciaire en cours pour escroquerie en bande organisée, corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, faux et usage de faux.



Pour Marseille, la liste s'allonge : le Sénat doit examiner une demande de levée d'immunité parlementaire, suite à la [destruction de preuve](#), " *le remplacement d'ordinateurs survenu au conseil général* ".

Cour d'Appel de Montpellier
Tribunal de Grande Instance de Carcassonne

Ordonnance de restitution

PAR CES MOTIFS

ORDONNONS la restitution au Conseil Général de l'Aude des objets et documents saisis lors de la perquisition du 14 décembre 2009 placés sous scellés ;

Dans l'Aude, la gestion des ordures ménagères suscite les mêmes convoitises, les mêmes intérêts ... Sauf qu'ici la justice œuvre doucement ! Quand le juge d'instruction carcassonnais ordonne [la restitution des pièces saisies](#) au conseil général (une autre façon de détruire les preuves), la cour d'appel de Montpellier ordonne immédiatement le contraire...

Dans un premier temps, durant plusieurs années, ni le SRPJ ni la gendarmerie n'ont enquêté. Ce qu'un procureur s'était empressé de couvrir : " *ils ont agi ainsi sur ordre de mes services* ". Et quel service : [des amitiés, publiquement affichées](#), avec le parti politique ... mis en cause lors d'audition !

L'INDÉPENDANT

Perpignan. Lyon : le commissaire Gavat mis en examen et laissé libre



Ensuite, un concours de lenteur est confié au SRPJ de Perpignan, dirigé par celui qui sera accusé, dans la sulfureuse affaire Neyret, d'avoir détourné 25 kilos de cannabis saisi. Alors sur écoute téléphonique, il affirmait avoir " [récupéré le produit](#) ".

Aujourd'hui il déclare avoir menti ...

Carcassonne
Les "amitiés" politiques de l'ancien procureur



■ Francis Battut en poste de 2008 à fin 2010, N.A.-V.

Entre détournement ou mensonge du patron des enquêteurs, entre les amitiés du procureur et la volonté d'un juge d'instruction de faire disparaître les preuves ... le dossier de LASSAC devient de plus en plus explosif.

On commence à s'en inquiéter en haut lieu, et ce n'est qu'un début ...

La destruction de preuve : une vision départementale !